

Matinée spéciale 'énergie' avec Luberon & Sorgues entreprendre



Une matinée spéciale 'énergie' est organisée par l'association LSE (<u>Luberon & Sorgues Entreprendre</u>), vendredi 1^{er} juillet. Des experts seront présents pour échanger sur les sujets du photovoltaïque, de l'énergie verte, de la flexibilité de consommation et du décret tertiaire, dont les obligations sont à remplir avant la fin du mois de septembre.

Locataires comme propriétaires, tous sont concernés par la consommation d'énergie et l'essor des énergies renouvelables (EnR). Dans ce cadre, l'association LSE (<u>Luberon & Sorgues Entreprendre</u>) organise une matinée spéciale 'énergie', le vendredi 1^{er} juillet au Min de Cavaillon. Des experts seront présents pour échanger sur les sujets du photovoltaïque, de l'énergie verte et de la valorisation de la



flexibilité de consommation.

Cette matinée a également pour objectif de présenter des solutions et éclairer les participants sur le décret tertiaire, dont les obligations sont à remplir avant la fin du mois de septembre. Ce décret concerne les locataires ou les propriétaires dans des bâtiments à usage tertiaire d'une surface de 1 000 m² ou plus.

La matinée commencera par une introduction de <u>Benoît Mathieu</u>, président du marché d'intérêt national de Cavaillon, et sera suivie d'un échange à propos du photovoltaïque, sur le thème 'quels projets et quels financements ?'. La matinée se poursuivra sur les thèmes de l'achat d'électricité verte, la flexibilité de consommation et le décret tertiaire. <u>Pierre Palombi</u>, administrateur LES, conclura la matinée avant un échange 'B to B' avec les intervenants.

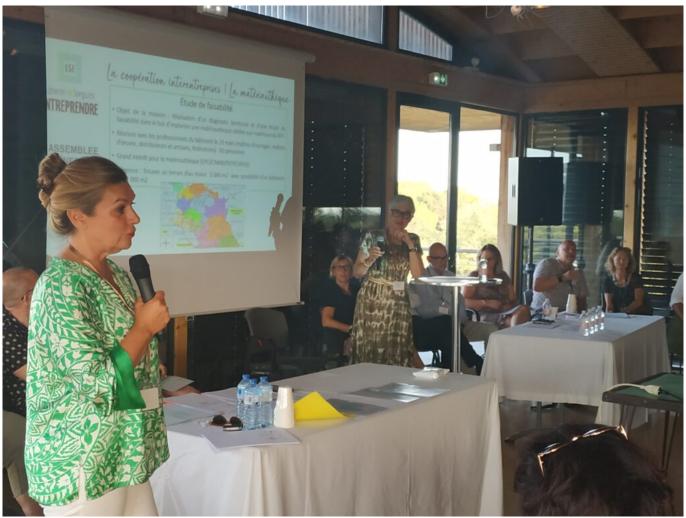
Une thématique abordée lors de l'AG du 14 juin

La thématique de l'énergie a déjà été présentée par l'association Luberon & Sorgues entreprendre lors de l'Assemblée Générale du 14 juin dernier, qui a réuni 130 adhérents et invités en présence notamment de Yves Bayon de Noyer, vice-président de la CCPSMV et maire du Thor, ainsi que <u>Bénédicte Martin</u>, vice-présidente de la région sud.

Lors de cette AG, les administrateurs et les pilotes de chaque groupe ont présenté leurs thématiques de travail sur le territoire : RH, visite et découverte d'entreprises, café bâtiment, groupe industrie. Egalement, des réunions thématiques, autres que celle de l'énergie, ont été présentées comme la rencontre 'parlons cash' et les projets autour de l'économie circulaire et des circuits courts.



Ecrit par le 22 octobre 2025



Hélène Félix, présidente de Luberon et Sorgues Entreprendre, lors de la dernière assemblée générale de l'association qui s'est tenue le 14 juin dernier à Châteauneuf-de-Gadagne.

Au cours de l'année écoulée, près de 500 personnes ont participé aux différents rendez-vous et ateliers proposés. « Une dynamique que LES entend poursuivre en 2022-2023 » insiste sa présidente <u>Hélène</u> Félix.

Enfin, un appel a été lancé pour trouver le lieu d'implantation de la future 'matériauthèque', action initiée par LES et portée par l'Envol.

Inscription à la matinée spéciale 'énergie' par mail sur <u>info@luberonetsorguesentreprendre.fr</u> ou <u>ici</u>. Vendredi 1er juillet. Bâtiment administratif MIN de Cavaillon. 92 Av. Pierre Grand, 84300 Cavaillon. 8h à 12h40

Renseignements auprès de Catherine Bézard au 06 84 03 51 52.



Tricastin : Orano mise sur la formation pour préserver ses savoir-faire



Avec l'augmentation des prix de l'énergie, causée par le <u>conflit russo-ukrainien</u>, la question du nucléaire et de la souveraineté énergétique française est au cœur des discussions. S'ajoute à cette crise géopolitique, la <u>crise climatique</u>. Face à ce contexte inédit, <u>François Lurin</u>, <u>nouveau directeur du site Orano Tricastin</u>, a fait le point sur la situation et les enjeux futurs dont celui du maintien des compétences sur l'un des plus grands sites nucléaires d'Europe.



Le site Orano Tricastin représente, aujourd'hui, près de 4 500 emplois dont 2 500 emplois directs et 2 000 indirects (prestataires). Sur 650 hectares de terrain, à cheval entre le Vaucluse et la Drôme, la plateforme regroupe l'ensemble des activités de chimie (conversion, défluoration et dénitration) et d'enrichissement de l'uranium. Ces activités précèdent l'étape finale de la fabrication du combustible nucléaire nécessaire aux réacteurs des centrales nucléaires de production d'électricité. A titre indicatif, la production du Tricastin permet d'alimenter 90 millions de foyers par an en énergie bas carbone, soit l'équivalent de la population de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Chaque année, entre 100 et 140 recrutements sont effectués sur l'ensemble du site pour compenser les départs à la retraite. Également, le site, qui réalise annuellement près de 200M€ d'achats de fournitures et services dont les deux-tiers sont réalisés en local, emploie 160 alternants.

Avec l'augmentation des prix de l'énergie, causée par le <u>conflit russo-ukrainien</u>, la question de nucléaire et de la souveraineté énergétique française est au cœur des discussions. S'ajoute à cette crise géopolitique, <u>la crise climatique</u>. Face à ce contexte inédit, <u>François Lurin</u>, <u>nouveau directeur du site</u> <u>Orano Tricastin</u> en poste depuis six mois, a fait le point sur la situation, les enjeux auxquels le site du Tricastin fait face et les enjeux plus généraux du nucléaire.



Ecrit par le 22 octobre 2025



François Lurin, nouveau directeur du site Orano Tricastin depuis six mois. © Crespeau

Un développement loin d'être terminé

François Lurin, qui a rejoint le groupe Areva en 2008, a rappelé que le développement de la plateforme du Tricastin, où le groupe Orano a investi plus de 5 milliards d'euros ces 15 dernières années pour renouveler son outil industriel de conversion et d'enrichissement, n'est pas terminé.

L'usine de conversion Philippe Coste, mise en service en 2018, poursuit son développement quand bien même qu'elle soit la première usine de conversion d'uranium renouvelée dans le monde. L'objectif de cette année est de dépasser le palier des 11 500 tonnes. L'activité conversion d'Orano représente 25% de



la capacité mondiale et 40% de la capacité occidentale.

L'usine d'enrichissement Georges Besse II (GB II), plus grand complexe d'enrichissement en Europe sur un même site, représente 30% de la capacité occidentale. L'uranium enrichi qui y est produit, pour un usage exclusivement public, permet de livrer l'équivalent de 70 réacteurs dans le monde.

François Lurin ne cache pas qu'il était prévu d'augmenter la capacité de production de l'usine GB II. Cependant, le conflit russo-ukrainien a accéléré la réflexion concernant ce projet. Il confie que « depuis le début de la guerre beaucoup de clients se posent la question de l'approvisionnement », mais que des engagements doivent être passés avant d'investir des « centaines de millions d'euros ». Une fois les engagements signés, il faudra entre cinq et sept ans pour augmenter la capacité de production.

Projet 'compétences et écoles des métiers'

Le site Orano Tricastin cherche également à renforcer les compétences de ses collaborateurs. Pour cela, le site qui verse annuellement 30M€ de taxes et impôts, déploie depuis 2021 son projet 'Compétences et écoles des métiers'.

Le projet, qui doit s'étendre jusqu'en 2023, vise à répondre à l'objectif de renforcer et de renouveler les compétences des collaborateurs au plus près des besoins opérationnels. Ces compétences ont besoin d'être transmises aux nouvelles générations pour pallier les départs à la retraite.

« Des formations au plus près du terrain. »

Ce projet s'articule autour de deux axes complémentaires. Le premier est celui de la définition d'un système commun de gestion des compétences utiles aux managers et aux ressources humaines. La mise en place d'un système commun permet de mieux identifier les besoins en compétences nécessaires et d'anticiper l'accompagnement des nouveaux embauchés. Le second axe est celui de la mise en place d'une 'école des métiers' sur le site du Tricastin, au plus près du terrain. Cette école permet de former les opérateurs dans des conditions similaires aux conditions réelles.

Actuellement, une vingtaine de 'chantiers écoles et compétences' sont en cours de déploiement. Certains intègrent des outils de nouvelle génération comme la réalité augmentée, pour l'apprentissage du port d'équipements de protection aux risques chimiques et radiologiques, la mise à disposition de simulateur et de jumeaux numériques pour le pilotage des procédés.

De nouvelles activités

Ces dernières années, la plateforme industrielle Orano Tricastin s'est considérablement transformée, avec des usines historiques à l'arrêt, en attente de démantèlement, et de nouvelles usines et ateliers en exploitation ou en cours de démarrage.

La multinationale s'est engagée dans le développement de nouvelles activités telles que la production d'isotopes stables non nucléaires. Avec près de 60 ans d'expérience, les équipes d'Orano Tricastin ont acquis un savoir-faire dans la chimie du fluor et la séparation isotopique à travers la conversion et l'enrichissement de l'uranium. Cette expérience permet aujourd'hui le développement d'une activité de séparation d'isotopes non radioactifs. Le laboratoire isotopes stables (LIS) est <u>en cours de construction</u>



Ecrit par le 22 octobre 2025

sur le site du Tricastin et une première production est attendue pour 2023. Ces éléments ont un large spectre d'utilisation dans le domaine de la santé, de l'industrie, de la recherche fondamentale et de l'informatique quantique.

D'autres activités sont en cours de développement comme le projet Fleur, qui concerne l'entreposage d'uranium recyclé. Pour rappel, le site du Tricastin investit chaque année entre 50 et 100M€.

Enfin, le site du Tricastin prépare le démantèlement de l'usine <u>Eurodif</u> arrêtée en 2012 et le lancement des opérations de démantèlement de l'ancienne usine de conversion, des anciens laboratoires et ateliers, et des deux tours aéroréfrigérantes, symboles du site.



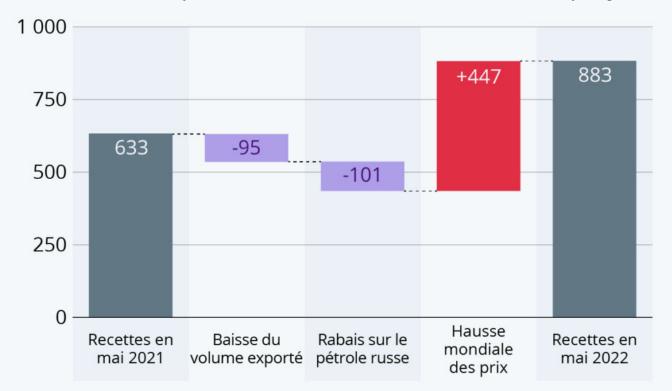
Le site Orano de Tricastin regroupe près de 4 500 salariés dont 2 500 collaborateurs directs et 2 000 indirects (prestataires) sur 650 hectares de terrain, à cheval entre le Vaucluse et la Drôme. © Crespeau



Exportations d'énergie : la Russie gagne plus d'argent qu'il y a un an

Combustibles fossiles : la Russie gagne plus d'argent qu'avant

Recettes russes issues de l'exportation de combustibles fossiles et composantes de la variation (en millions d'€ par jour)



Source: Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA)













Bien que le volume de ses exportations de combustibles fossiles ait diminué depuis l'invasion de l'Ukraine fin février, la Russie gagne actuellement plus d'argent en vendant son pétrole, gaz et charbon qu'il y a un an. Ceci s'explique par la flambée des <u>prix de l'énergie</u> sur le marché mondial, une hausse qui s'était enclenchée avant même le début de la <u>querre en Ukraine</u>.

Selon les données du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), un centre de recherche basé en Finlande, les recettes récoltées par la Russie grâce à la vente de ses ressources énergétiques étaient 40 % plus élevées en mai 2022 qu'à la même période l'an dernier (où la plupart des prix avaient retrouvé leurs niveaux pré-pandémiques). La baisse des exportations due aux sanctions occidentales et les rabais que le pays accorde sur ses combustibles fossiles lui coûtent cher, avec une perte évaluée à près de 200 millions d'euros par jour. Mais parallèlement, l'explosion des prix a fait gonfler la valeur de ses exportations quotidiennes de 447 millions d'euros, faisant plus que compenser le manque à gagner.

Le rapport du CREA montre que ce sont les flux de matières premières énergétiques à destination de l'Union européenne qui ont le plus diminué, avec une valeur d'exportations quotidiennes qui a baissé d'environ 110 millions d'euros entre février-mars et mai 2022. Parmi les pays qui ont le mieux réussi à réduire leur <u>dépendance à l'égard de la Russie</u> ont peut citer, entre autres, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, l'Espagne et l'Italie. Entre le début de l'invasion, en mars, et le mois dernier, les recettes quotidiennes de l'ensemble des exportations énergétiques russes ont ainsi diminué de près de 100 millions d'euros.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

CPME 84, visite de la centrale nucléaire EDF du Tricastin



Ecrit par le 22 octobre 2025



La <u>CPME 84</u> (Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Vaucluse) et EDF s'associent pour proposer une <u>nouvelle visite d'entreprise</u>, celle de la centrale nucléaire du Tricastin.

Cette visite de la centrale nucléaire EDF du Tricastin se déroulera vendredi 17 juin de 9h30 à 12h à Saint-Paul Trois-Châteaux. La visite est limitée aux 20 premières inscriptions. Des éléments personnels seront à fournir avant la visite comme une pièce d'identité en cours de validité et le numéro de sécurité sociale. Les inscriptions sont fermes et définitives par retour de mail sur contact@cpme84.com.

Outre l'énergie nucléaire, ce rendez-vous sera aussi l'occasion de présenter les enjeux liés aux énergies photovoltaïques.

J.R.



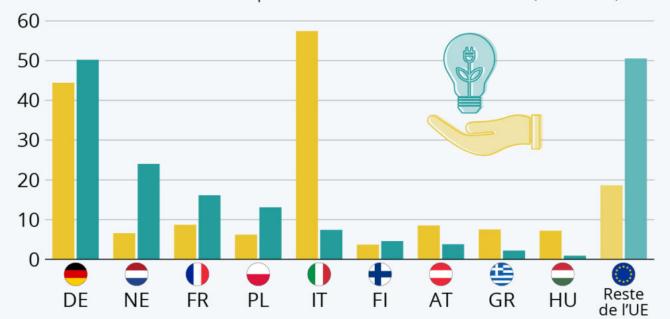
Où l'énergie verte peut aider à s'affranchir du gaz russe

Où l'énergie verte peut aider à s'affranchir du gaz russe

Production annuelle d'électricité issue du gaz russe et croissance prévue de celle issue d'énergies renouvelables *

Production annuelle moyenne d'électricité à partir du gaz russe (2016-2021)

Prévisions de croissance de la production d'électricité renouvelable (2021-2023)



* en Térawatt-heure (TWh)

Source : Agence internationale de l'énergie















Selon les derniers <u>chiffres</u> de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Russie fournit environ 45 % des importations de gaz de l'Union européenne pour les foyers, l'industrie et la production d'électricité. Dans le détail, 16 % de la demande totale en électricité de l'UE est couverte par la production à partir de gaz naturel, dont une part conséquente vient de Russie. Comme l'indique l'AIE, « au cours de la dernière décennie, la production annuelle d'électricité à partir de gaz naturel a varié de 340 TWh à 600 TWh (dans l'UE). Compte tenu des dépendances d'approvisionnement des pays, nous estimons qu'entre 100 TWh et 200 TWh de l'électricité produite dans l'UE à partir de gaz dépend des importations de Russie ».

Malgré cette forte <u>dépendance énergétique</u>, les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie soulignent le potentiel des <u>énergies renouvelables</u> pour combler le fossé créé par un arrêt des échanges avec la Russie. « Nos prévisions indiquent une croissance de production d'électricité renouvelable allant jusqu'à 180 TWh pour la période 2021-2023, soit un niveau presque égal à la valeur la plus élevée de production d'électricité à partir de gaz russe ». Un facteur important à prendre en compte ici cependant est la demande accrue en sources alternatives suscitée par les politiques de transition énergétique menées par les différents États membres de l'UE.

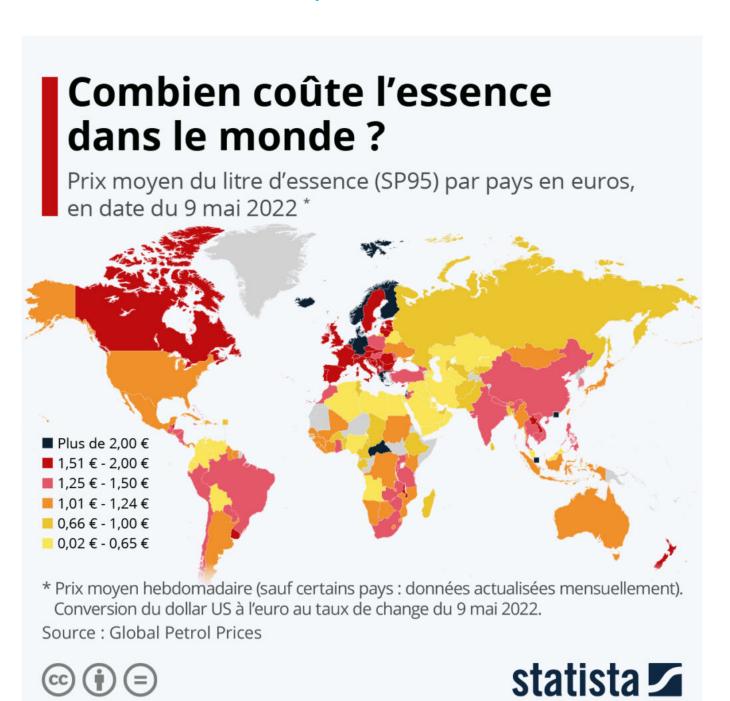
Comme l'illustre notre infographie, la dépendance à l'égard du gaz russe pour la <u>production d'électricité</u> varie fortement entre les pays d'Europe, tout comme leur capacité à augmenter leur production issue de sources renouvelables dans un avenir proche. L'Allemagne et l'Italie sont les plus dépendantes de la Russie à cet égard. Mais alors que l'Allemagne devrait connaître une croissance considérable de sa production d'électricité verte – lui permettant de couvrir sa dépendance vis-à-vis du gaz russe – l'Italie ne dispose actuellement pas des capacités nécessaires de mise en œuvre pour contrer ce problème à l'horizon 2023.

En ce qui concerne les autres pays, l'AIE résume : « la dépendance de la France et des Pays-Bas à l'égard du gaz russe est relativement faible, ce qui permet aux énergies renouvelables d'avoir un potentiel plus élevé pour remplacer le gaz naturel dans le mix électrique. À l'inverse, en Autriche, en Hongrie et en Grèce, le potentiel de croissance des énergies renouvelables reste limité pour s'affranchir de cette dépendance ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Combien coûte l'essence dans le monde?





Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a fait grimper les cours du pétrole et d'autres matières premières, le prix de l'essence est un sujet d'actualité brûlant dans le monde. Comme les taxes représentent la majeure partie du prix du carburant (environ 60 % en France), ce sont les pays qui taxent le moins l'essence qui continuent d'afficher les prix les plus bas, à l'image des États-Unis. Avec un prix moyen de près de 1,20 dollar par litre pour le Sans Plomb 95 (soit 1,15 euro), les Américains payent



toujours beaucoup moins cher que les habitants de nombreux pays à haut revenu pour faire le plein. À l'échelle mondiale, le prix moyen se situait autour de 1,28 euro le litre le 9 mai.

C'est l'Europe qui affiche les prix de l'essence parmi les plus élevés de la planète. La plupart des Européens payent désormais plus de 1,50 euro par litre et le seuil des 2 euros a même été franchi dans plusieurs pays. C'est notamment le cas en Allemagne, au Pays-Bas, au Danemark, en Islande et en Norvège. En France, le prix hebdomadaire moyen s'élevait à 1,90 euro le 9 mai. La Norvège fait figure d'exception parmi les pays producteurs de pétrole, car elle applique une taxe particulièrement élevée sur les carburants. Le pays fonde une grande partie de sa richesse sur les hydrocarbures, mais poursuit depuis de nombreuses années une politique visant à ne plus dépendre des énergies fossiles.

D'autres pays producteurs de pétrole ont choisi le chemin inverse, en offrant l'essence à leurs citoyens à un prix inférieur à celui de l'eau en bouteille. Les exemples les plus radicaux sont le Venezuela, l'Iran et la Libye, où le litre coûte seulement quelques centimes d'euro. Parmi les régions du monde où l'essence est la moins chère figurent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, mais aussi l'Asie centrale et la Russie. En Algérie, par exemple, l'essence ne coûte qu'environ 30 centimes par litre, alors qu'en Russie, le prix est actuellement de 70 centimes. Le litre d'essence le plus cher du monde est vendu à Hong Kong : 2,74 euros, ce qui revient à plus de 100 euros pour faire le plein d'une petite voiture.

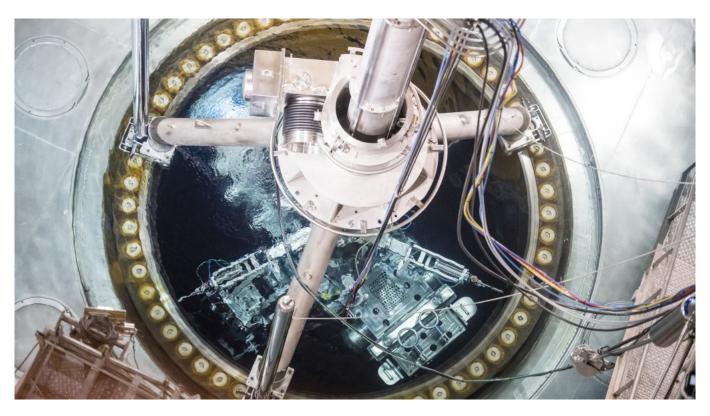
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Sur le même sujet : ce que représente <u>le plein d'essence en pourcentage du salaire moyen</u>.

Tricastin : l'inspection du réacteur n°3 est achevée



Ecrit par le 22 octobre 2025



L'inspection de la cuve de l'unité n°3 de la centrale nucléaire d'EDF de Tricastin s'est s'achevée le mois dernier. A cette occasion, un robot de 12 tonnes et 12 mètres de haut entièrement commandé à distance a plongé dans la cuve du réacteur afin de contrôler son revêtement durant 15 jours pour garantir son aptitude à fonctionner. A l'image d'une échographie ou d'une radiographie, l'appareil de contrôle a ausculté minutieusement, millimètre par millimètre, les parois d'une épaisseur de 20 cm de cette cuve de 300 tonnes d'un diamètre de 4 mètres et d'une hauteur de 13 mètres.

Trois techniques sont utilisées : les ultrasons (pour vérifier l'épaisseur du métal), la vidéo (pour inspecter l'état du revêtement de la surface interne) et la gammagraphie qui permet d'examiner le volume des parois afin de s'assurer du parfait état des soudures.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la 4° visite décennale de cette centrale nucléaire mise en service en 1980. La visite décennale se distingue des autres arrêts de maintenance notamment par les contrôles réglementaires qui sont réalisés et qui doivent être validés par l'Autorité de sûreté nucléaire (ARS) pour pouvoir redémarrer le réacteur : l'épreuve de contrôle de la cuve du réacteur, l'épreuve enceinte pour vérifier la résistance du bâtiment dans lequel se trouve le réacteur ainsi que l'épreuve hydraulique des circuits primaire et secondaire pour contrôler la résistance des tuyauteries et des soudures.

En tout, la centrale EDF de Tricastin compte 4 unités de production d'une puissance de 900 MW chacune. Ce site employant plus de 2 000 personnes, dont 600 salariés d'entreprises sous-traitantes, fournit l'équivalent de 6% de la production d'énergie de l'ensemble du parc nucléaire hexagonal.

L.G.



Valréas champion régional du photovoltaïque

Selon une étude de <u>namR</u>, Valréas serait la ville de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui dispose de la plus grande proportion de panneaux solaires par rapport à la surface des bâtiments. Avec un ratio de 1,7%, la capitale de l'Enclave devance Vitrolles (1,36%) et Pégomas (12,8%) dans les Alpes-Maritimes au sein de ce palmarès réalisé par cette société française spécialisée dans la production de données contextuelles géolocalisées au service de la transition écologique.

Dans le Vaucluse, après Valréas (voir tableau ci-dessous), Bédarrides (0,73%), Cavaillon (0,695%), Mazan (0,691%), Morières-lès-Avignon (0,64%), Jonquières (0,59%), Courthézon (0,53%), Vedène (0,52%), Sorgues (0,445%) et Entraigues-sur-la-Sorgues (0,44%) constituent le top 10 des villes ayant le ratio le plus important de panneaux photovoltaïque par rapport à la surface totale des bâtiments.

Champion départemental toute catégorie, Valréas, avec 11 903,28m2, dispose également de la plus grande surface de panneaux solaires installés sur des bâtiments en Vaucluse (voir ci-dessous). La ville devance Avignon, Cavaillon, Orange, Carpentras, Pernes-les-Fontaines, l'Isle-sur-la-Sorgue, Sorgues, Mazan et Monteux.

Panneaux solaires des villes vs photovoltaïque des champs?

S'il apparait que ce sont les grandes villes qui possèdent les plus grandes surfaces de panneaux solaires, c'est en milieu rural que l'on constate les meilleurs ratios. En effet, namR a également évalué le pourcentage de bâtiments équipés avec des panneaux solaires. Dans ce cas de figure (voir aussi tableau ci-dessous), c'est la commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison qui arrive en tête dans le Vaucluse. Elle devance Althen-des-Paluds, Cheval-Blanc, Lamotte-du-Rhône, Mazan, Le Thor, Jonquerettes, Mirabeau, Mornas et Modène.

Et si l'on ne tient compte que des villes vauclusiennes de plus de 5 000 habitants, ce classement s'établit alors ainsi : Mazan, Le Thor, Vedène, Morières-lès-Avignon, Monteux, Jonquières, Aubignan, Sorgues, Entraigues-sur-la-Sorgue et Pernes-les-Fontaines.

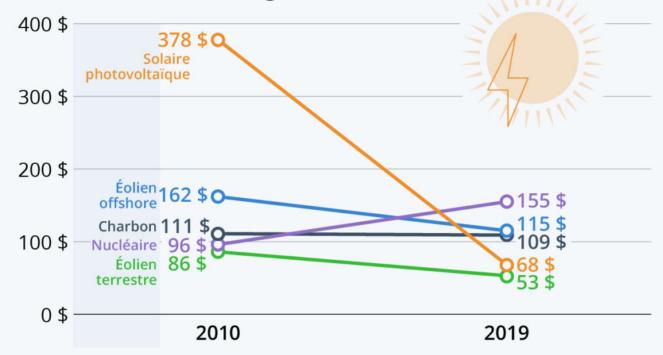
Mieux identifier les potentiels pour mieux développer les panneaux solaires

Avec cette étude, namR entend identifier les villes qui exploitent le mieux leur potentiel pour transiter vers le déploiement massif d'installations solaires pour encourager cette transition et accompagner au mieux les territoires dans le pilotage de leurs performances énergétiques.





Prix d'un mégawattheure d'électricité, selon la source d'énergie *



^{*} Moyenne mondiale pondérée du coût actualisé de l'électricité (LCOE), sans les subventions.

Source: Our World in Data









« Si certains territoires s'appuient déjà sur le solaire, il peut encore être développé, indique <u>Chloé Clair</u>, directrice générale de namR. C'est une solution rapide en temps de développement, en comparaison à l'éolien, et qui bénéficie d'une capacité de mobilisation unique car elle est plus facilement déployable. Dans un contexte où les énergies fossiles sont de plus en plus contestées, le solaire apparaît comme une solution vers une transition durable qui adresse à la fois à l'urgence climatique mais aussi à la crise



énergétique engendrée par la situation géopolitique en cours. »

Méthodologie

La technologie namR permet dans un premier temps de géolocaliser tous les bâtiments et de reconnaître les panneaux solaires, photovoltaïques et thermiques, installés sur les pans de toit. Ainsi, 335 329 bâtiments possédant une installation solaire ont été détectés. En exploitant les données, namR tient compte de différents éléments : la pente et l'orientation du toit, les obstacles éventuels, le potentiel solaire et autres contraintes d'installation, pour affiner au plus juste les estimations de potentiel de production d'énergie par années... Se basant sur des images aériennes et des algorithmes de calcul poussés, namR est en mesure de fournir une estimation des surfaces installées avec une grande précision. Grâce à ces données, namR veut aller plus loin en caractérisant tous les bâtiments français pour en établir le potentiel solaire et aider les acteurs à construire leur cadastre solaire, qui informe du potentiel solaire de chaque bâtiment.

Tricastin : Cinq étudiants reçoivent une bourse d'étude nucléaire



Ecrit par le 22 octobre 2025



Cinq étudiants du lycée les Catalins à Montélimar, l'un des dix lycées pilotes en France viennent de recevoir une bourse d'étude nucléaire lors d'une cérémonie de remise organisée par le groupe énergétique <u>Orano Tricastin</u>

Par ces bourses d'études nucléaires, au montant de 600€ (par mois par élève) l'Etat cherche à maintenir et renforcer son soutien à la filière nucléaire.

Ce 'coup de pouce' s'inscrit dans le cadre du plan <u>France Relance</u> pour 'accélérer les transformations écologique, industrielle et sociale du pays' avec le soutien de <u>l'Université des Métiers du Nucléaire</u> créée en 2021. Il permettrait aux élèves bénéficiaires d'envisager la poursuite de leurs études pour à terme rejoindre les groupes énergétiques de la région.

Les cinq bénéficiaires sont des étudiants en deuxième année de BTS Environnement Nucléaire ou en BTS contrôle industriel et régulation automatique au lycée Catalins. Ils ont été sélectionnés par un jury notamment constitué de représentants du territoire de la filière nucléaire.

« C'est une véritable ouverture pour ces jeunes qui s'engagent dans une filière d'avenir, explique <u>Bruno Girard</u>, directeur emploi Orano Sud-est. Nous comptons aux côtés d'EDF, du CEA et de nos partenaires de la filière renforcer nos compétences, transformer l'essai pour accompagner le développement et la compétitivité de nos outils industriels ».

Pour cette année, 50 élèves au sein de 10 lycées pilotes en France peuvent bénéficier de cette bourse



d'étude. D'ici 2022-2023, puis 2023-2024, la bourse sera étendue à 200 élèves répartis dans une vingtaine de lycées.